

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 3 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAITERIE DU VAL D'ANCENIS

BP 102
44 150 Ancenis-Saint-Géréon

Référence : 2026-0072
Code AIOT : 0006300906

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement LAITERIE DU VAL D'ANCENIS implanté ZI de l'Hermitage BP 80169 44 150 Ancenis-Saint-Géréon. L'inspection a été annoncée le 19/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAITERIE DU VAL D'ANCENIS
- ZI de l'Hermitage BP 80169 44150 Ancenis-Saint-Géréon
- Code AIOT : 0006300906
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La laiterie Val d'Ancenis est spécialisée dans la fabrication de beurre, de lait en poudre et de fromages. Le site exploite des installations de réfrigération et de climatisation employant des gaz à effet de serre fluorés, soumis à déclaration sous la rubrique 1185 de la nomenclature ICPE.

Ces installations doivent respecter les dispositions du règlement européen 2024-573 du 7/02/2024 (règlement FGAS). Cette visite a permis de contrôler le respect de ces dispositions réglementaires.

Les installations visitées :

- TRANE PFPF (R134A 120 kg)
- TRANE BEURRERIE (R410A 100 kg)
- TRANE PF Fromagerie (R1234ZE 100kg)
- 2 groupes TRANE en location : RTAF 200 SELIN (R134a 73/66 kg), RTAF 245 SELIN (R134a 76/69 kg)

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Fluides frigorigènes, substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO), gaz à effet de serre fluorés (GESF).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, articles 3.2 et 3.3 (annexe)	Demande d'action corrective	1 mois
6	Traitement des déchets HFC et HCFC	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L.541-2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Contrôles d'étanchéité	Règlement européen du 07/02/2024, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
11	Système de détection de fuite	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
13	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018
3	Interdiction d'utilisation de HCFC	Règlement européen du 07/02/2024, article 4
4	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3
5	Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 10.2
7	Attestation des opérateurs	Code de l'environnement, article R.543-78
8	Fiche d'intervention	Code de l'environnement, article R.543-82
10	Confinement	Règlement européen du 07/02/2024, article 4

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
12	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 71
14	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que le site respecte la plupart des dispositions réglementaires concernant l'exploitation des équipements utilisant du gaz à effet de serre fluorés.

Néanmoins, des non-conformités ont été relevées sur l'équipement « PF fromagerie » (capacité de 100 kg de HFO (R1234ZE)) qui ne dispose pas de détecteur de fuite. Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à installer un détecteur de fuite rapidement (prise de rendez-vous avec l'opérateur le jour de la visite).

Par ailleurs, l'exploitant doit s'assurer que les équipements de réfrigération en location présents sur son site respectent également les dispositions du règlement FGAZ. Ils doivent en particulier faire l'objet de contrôle d'étanchéité selon les fréquences réglementaires et en cas de fuite, des actions correctives doivent être menées pour limiter les émissions de gaz.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018
Thème : Produits chimiques, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
Prescription contrôlée : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant : a) Supérieure à 800 l (A) b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D) 3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire : 1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) 2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)
Constats : Plusieurs types d'installations de réfrigération sont présents sur le site (installations employant des gaz à effet de serre fluorés, du CO2 et de l'ammoniac). La quantité cumulée de gaz à effet de serre fluorés présente dans les équipements de plus de 2 kg étant supérieure à 300 kg (986,47 kg) d'après l'inventaire des équipements, les installations sont soumises à déclaration sous la rubrique 1185.2.a comme cela figure dans le tableau de classement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 novembre 2025. L'exploitant a déclaré ne pas disposer sur le site de bouteilles de HFC (bouteilles de stockage ou de transfert). Le site dispose également de plusieurs équipements de connexion haute tension employant de l'hexafluorure de soufre (SF6) qui ne font pas l'objet d'un classement au titre de la rubrique 1185 mais sont concernés par les dispositions du règlement européen 2024/573. L'article 13 du règlement prévoit notamment l'interdiction d'utilisation du SF6 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de commutation électrique à compter du 1^{er} janvier 2035 sauf s'il est régénéré ou recyclé.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, articles 3.2 et 3.3 (annexe 1)
Thème : Produits chimiques, Identification des équipements concernés
Prescription contrôlée : Point 3.2 : Étiquetage des équipements contenant des fluides Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir. Point 3.3 : État des stocks de fluides L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté : <ul style="list-style-type: none">– la présence d'un inventaire des équipements employant des gaz à effet de serre fluorés mentionnant en particulier la nature du fluide et la quantité présente. Les équipements de réfrigération (groupes TRANE) en location ne figurent pas dans cet inventaire ;– les équipements visualisés le jour de la visite comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité présente.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'ajouter à son inventaire les équipements de réfrigération en location qui sont implantés dans le périmètre ICPE. Ces équipements soumis à déclaration sous la rubrique 1185.2.b doivent respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 4/08/2014.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Interdiction d'utilisation de HCFC

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4
Thème : Produits chimiques, Interdiction de certains fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : 1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.
Constats : D'après l'inventaire des équipements, le site comprend des installations fonctionnant au R22 qui est un hydrochlorofluorocarbures (HCFC). Pour mémoire, la recharge de ces équipements avec du R22 est interdite depuis le 01/01/2015. L'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées que ces équipements ont tous été démantelés (lignes en rouge et en gris dans l'inventaire). Pour justifier le démantèlement des équipements, l'exploitant a transmis suite à la visite un bordereau de suivi des déchets (FF-20251223-GKF0BVKCF) en date du 24 décembre 2025 qui indique que 4,1 kg de R22 ont été pris en charge dans une filière de traitement des déchets (cf constat n°6).
Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, articles 13.3 et 13.5
Thème : Produits chimiques, Interdiction de certains fluides frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO₂ ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.</p> <p>Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à -50 °C.</p> <p>Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :</p> <p>a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7 ;</p> <p>b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.</p> <p>Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements de réfrigération qui ont fait l'objet d'une exemption conformément à l'article 11, paragraphe 5.</p> <p>5. A partir du 1er janvier 2032, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dont le pouvoir de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 750 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération fixes à l'exception des refroidisseurs est interdite.</p> <p>Constats :</p> <p>D'après l'inventaire, les équipements de réfrigération et de climatisation en fonctionnement sur le site n'emploient pas de gaz à effet de serre fluorés avec un Pouvoir de Réchauffement Planétaire (PRP) supérieur à 2500.</p> <p>L'inspection des installations classées a alerté l'exploitant sur le fait que le règlement FGAS prévoit de nouvelles restrictions d'utilisation à compter du 1er janvier 2032 pour les gaz à effet de serre fluorés disposant d'un PRP supérieur ou égal à 750 ce qui concerne de nombreux équipements du site.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il comptait développer la réfrigération au NH₃ déjà présente sur le site pour ne pas être contraint par cette nouvelle échéance.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°5 : Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 10.2
Thème : Produits chimiques, Interdiction de certains fluides frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. Les fluides</p>

frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que tous les équipements contenant des gaz avec un PRP supérieur ou égal à 2500 ont été rétrofités avec des gaz à PRP moins élevé pour être en conformité avec la MTD 9. L'inspection des installations classées a noté que l'inventaire présenté avant la visite comprend des équipements avec du R404A (ligne en rouge). L'exploitant a précisé que ces équipements ne sont plus en fonctionnement et ont été démantelés (cf constat n°6).
Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Traitement des déchets HFC et HCFC

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2010, article L541-2
Thème : Produits chimiques, Déchets
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
Constats : <u>Équipements employant du R22</u> Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un bordereau de suivi des déchets (FF-20251223-GKF0BVKCF) en date du 24 décembre 2025 qui indique qu'une quantité de 4,1 kg de R22 a été prise en charge dans une filière de traitement des déchets. Or d'après l'inventaire des stocks, la quantité totale de R22 présente sur le site est de 7,58 kg. L'exploitant justifiera la différence (3,48 kg) en fournissant les BSD. La rubrique 10 "installation de destination prévue" du BSD mentionne le code déchet R3 qui concerne des opérations de recyclage avec traitement biologique ce qui ne paraît pas adapté pour le traitement d'un déchet dangereux d'autant que l'utilisation de R22 recyclé est interdit depuis plusieurs années. <u>Équipements employant du R404A</u> Des équipements employant du R404A ont été démantelés d'après l'inventaire (lignes en rouge). Les justificatifs du démantèlement sont à fournir.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant : - de justifier que la totalité du R22 présent dans les équipements démantelés a bien fait l'objet d'un traitement dans une filière de traitement des déchets adaptée (BSD à transmettre) de même pour le R404A ; - avec l'appui de l'opérateur, d'apporter des justifications sur la nature du traitement final du R22 figurant dans le BSD FF-20251223-GKF0BVKCF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°7 : Attestation des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78
Thème : Produits chimiques, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Plusieurs opérateurs interviennent sur le site : TRANE, MITSUBISHI, ANVOLIA, DALKIA (plusieurs agences). L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant dispose des attestations de capacité de tous les opérateurs intervenant sur le site. Ils sont bien répertoriés sur la base SYDEREP de l'ADEME.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Fiche d'intervention

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
Thème : Produits chimiques, Prévention des fuites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a consulté les fiches d'intervention établies pour les plus gros équipements de réfrigération du site selon le cerfa n°15497 *04. Les fiches d'intervention sont signées par le détenteur et l'opérateur excepté pour 2 fiches établies par l'opérateur Mitsubichi (fiches 20525_01 et 011125_01). L'exploitant a indiqué avoir déjà rappelé cette obligation à cet</p>

opérateur.

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les modalités d'archivage numérique des fiches qui sont classées par équipements et par année.

Type de suites proposées : Sans suite

N°9 : Contrôles d'étanchéité

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5

Thème : Produits chimiques, Fréquence des contrôles périodiques d'étanchéité

Prescription contrôlée :

1- Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité. Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes : a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I; ou b) ils contiennent moins de 2 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II. [...]

2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements fixes ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

- a) équipements de réfrigération ;
- b) équipements de climatisation ;
- c) pompes à chaleur ;
- d) équipements de protection contre l'incendie ;
- e) cycles organiques de Rankine ;
- f) appareils de commutation électrique. [...]

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :

- a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois;
- b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO₂ ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;
- c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.

Constats :

L'exploitant suit les installations de réfrigération et notamment les contrôles réglementaires via l'outil GMAO.

D'après les fiches d'intervention consultées, la fréquence des contrôles d'étanchéité des équipements suivants (plus grande capacité de gaz) a été respectée en 2025 :

- PAC ILS - 274 kg R134 A => 28/04/25 et 27/10/2025
- TRANE PFPF R134A 120 kg => 14/05/2025 et 23/09/25
- PAC LABO R410A 62 kg => 12/05/25 et 23/09/2025
- TRANE BEURRERIE R410A 100 kg => 23/09/25 et 12/05/2025

<p>Néanmoins, le contrôle d'étanchéité de l'équipement "groupe frigo fromagerie trane" employant du HFO (R1234Ze) n'est pas respectée. Seuls deux contrôles ont été effectués en 2025 (29/04/25 et 23/09/2025). L'équipement ayant une charge de 100 kg de HFO et en l'absence de détecteur de fuite (cf constat 11), un contrôle trimestriel est obligatoire.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant ne vérifie pas que les contrôles d'étanchéité des équipements de réfrigération en location sur le site sont réalisés. L'inspection des installations classées a en effet constaté lors de la visite que la vignette présente sur le groupe TRANE RTAF 200 SELIN (R134a 73/66 kg) ne permet pas de justifier la date du dernier contrôle d'étanchéité (cf constat 13).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de s'assurer que les contrôles d'étanchéité des équipements présents sur le site sont effectués dans les délais réglementaires. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les fiches d'intervention des contrôles d'étanchéité des groupes TRANE en location ainsi que de l'équipement "groupe frigo fromagerie trane".</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°10 : Confinement

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4</p>
<p>Thème : Produits chimiques, Prévention des fuites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz. [...]</p> <p>5. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié.</p> <p>Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci. Pour les équipements mobiles énumérés à l'article 5, paragraphe 3, points a), b) et c), un contrôle d'étanchéité peut être effectué directement après une réparation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que la fiche d'intervention 2101872 – contrôle étanchéité refroidisseur TRANE PFPF (R134A -120 kg) - met en évidence la présence d'une fuite dont la réparation est à faire (rubrique [10] du cerfa). Il est indiqué "circuit 2 vide devis en cours pour la recherche de fuite".</p> <p>Le contrôle d'étanchéité suivant effectué le 23 septembre 2025 mentionne toujours la présence d'une fuite et que le circuit 2 est vide. Les travaux de réparation du circuit 2 n'ont donc pas été réalisés.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le circuit 2 est vide depuis</p>

<p>plusieurs années (2023). La réparation sur le circuit 2 n'a pas été effectuée et le circuit n'a pas été remis en fonctionnement. L'exploitant s'interroge en effet sur son remplacement.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a fourni la fiche d'intervention datée du 10/05/23 ayant mis en évidence pour la première fois l'absence de gaz dans le circuit 2.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté qu'une vignette rouge est accolée sur l'équipement pour indiquer que le circuit 2 est non étanche et ne peut donc pas être rechargé.</p> <p>L'exploitant a déclaré que si une fuite est détectée sur un équipement, elle est réparée sur le champ par l'opérateur. Toutefois, il a indiqué que cette situation ne s'est pas présentée car aucune fuite n'a été détectée sur les autres installations. Les groupes frigorifiques sont en effet assez récents (10 ans).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre le devis de réparation du circuit 2 du groupe TRANE PFPF ou en cas de remplacement de l'équipement, les justificatifs attestant son démantèlement (vidange du circuit 1 et BSD du traitement en déchets du gaz récupéré).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°11 : Système de détection de fuite

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 6</p>
<p>Thème : Produits chimiques, Présence d'un système de détection de fuite</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien. 2. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points e) et f), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien. 3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement. 4. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, point f), soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipement "groupe frigo fromagerie trane" emploie 100 kg de HFO. Il a donc l'obligation de disposer d'un système de détection de fuite permettant d'alerter exploitant ou l'opérateur. L'inspection des installations classées a constaté que l'équipement n'avait pas de détecteur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> – de transmettre, <u>sous un mois</u>, les caractéristiques techniques du dispositif de détection et ses modalités de fonctionnement (paramètres de détection utilisés, seuils d'alerte associés, type d'alerte associé) ; – d'installer, dans un délai de 3 mois, le système de détection de fuite sur le groupe frigo fromagerie.

Ce système de détection devra faire l'objet d'une vérification annuelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N°12 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 71
Thème : Produits chimiques, Traçabilité des interventions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation; b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts; c) la quantité de gaz récupérée; d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat; e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations; f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites; g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz. <p>2. A moins que les registres visés au paragraphe 1 ne soient conservés dans une base de données établie par les autorités compétentes des États membres, les règles ci-après s'appliquent : a) les exploitants visés au paragraphe 1 conservent les registres visés audit paragraphe pendant au moins 5 ans. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant dispose d'un répertoire informatique des contrôles effectués sur les équipements de réfrigération (ordres d'intervention et fiches d'intervention) par année et par équipement permettant de retrouver les informations rapidement. Les interventions sont archivées également sur l'outil de GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur) qui permet aussi de s'assurer du respect de la fréquence des contrôles d'étanchéité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°13 : Marque de contrôle – absence de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème : Produits chimiques, Marque de contrôle à apposer
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p>

<p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que tous les équipements inspectés lors de la visite sont munis d'une vignette bleue avec la date limite du prochain contrôle d'étanchéité excepté le groupe TRANE PFPF qui dispose d'une vignette rouge (cf constat 9).</p> <p>Les non-conformités suivantes ont été relevées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date limite indiquée pour le groupe PF fromagerie (TRANE RTAF 101) n'est pas correcte puisque le contrôle doit être trimestriel (cf constat 9) ; - le groupe TRANE (RTAF200SELIN) a une vignette bleue datant de 2025 (cf constat 8).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire procéder à la mise en conformité des vignettes non conformes une fois les contrôles d'étanchéité réalisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°14 : Déclaration des émissions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4</p>
<p>Thème : Produits chimiques, Déclaration de rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que les fuites de gaz à effet de serre fluorés (HFC) sont à déclarer sur l'application GEREP si elles dépassent plus de 100 kg sur une année civile.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>